



Une initiative dangereuse veut résilier les accords bilatéraux

L'Union démocratique du centre (UDC) entend lancer, aujourd'hui, une initiative qui demande sans équivoque la résiliation de l'accord sur la libre circulation des personnes avec l'UE. Si cette initiative remporte une majorité de voix, les autres accords bilatéraux I sauteraient également. Les initiants en sont conscients. Aux côtés de plus de 50 autres organisations, economiesuisse s'oppose fermement à cette initiative.

À en croire le texte qui a circulé jusqu'ici, l'initiative entend résilier l'accord sur la libre circulation des personnes avec l'UE dans un délai de douze mois. En raison des dispositions contractuelles liant les accords bilatéraux I, les autres accords réglant l'accès au marché disparaîtraient également six mois plus tard. Concrètement, en cas d'acceptation de l'initiative, la Suisse aurait tout juste 18 mois pour doter ses relations étroites avec l'Union européenne de nouvelles bases. Cela est totalement illusoire – il n'y a qu'à voir les négociations en cours entre le Royaume-Uni et l'UE.

L'initiative pourrait bien mener la Suisse au désastre, dans le domaine de la politique étrangère. La Suisse risquerait de s'isoler sur le plan économique, mais également dans les domaines de la collaboration en matière de formation et de recherche. Dans le cadre de la campagne «Pour une Suisse ouverte+souveraine», economiesuisse et plus de 50 autres organisations ont lancé un signal fort contre cette initiative en publiant une annonce à l'échelle nationale.

Plus de renseignements sous:

www.ouverte-souveraine.ch